

LES TROPHÉES
PARTICIPATION
CONCERTATION
2019

LIVRET DES PARTICIPANTS

Mardi 3 décembre 2019
Hôtel de Lassay
Paris

#TPC19

SOMMAIRE

**Organisateurs, partenaires et soutiens de la
cérémonie**

**Co-présidence des Trophées de la participation & de
la concertation 2019**

Membres du jury

Programme

Les intervenants de la table ronde

Lauréats récompensés par 4 étoiles

Lauréats récompensés par 3 étoiles

Les organisateurs



Depuis 2005, Décider ensemble réunit les acteurs de la société française animés par la volonté de promouvoir une culture de la décision partagée. Le think-tank est un lieu d'échanges et de professionnalisation sur les thématiques de la participation, de la concertation et du dialogue entre parties prenantes. En tant que laboratoire d'idées, il assure une mission de proposition et d'analyse sur les méthodes et pratiques de concertation mises en œuvre en France. Sa gouvernance s'appuie sur Bertrand PANCHER, député de la Meuse et Matthieu ORPHELIN, député du Maine-et-Loire, des représentants d'entreprises, d'ONG, des collectivités et des syndicats.



Média de référence des cadres et des élus des collectivités territoriales, La Gazette des communes décrypte toute l'actualité du secteur public local. Elle se distingue par son approche innovante et proactive afin de fournir aux décideurs locaux tous les outils nécessaires à la compréhension des évolutions du secteur et à la gestion efficace d'une collectivité (dossiers d'actualité, Open data, Territoires et talents...). Le site lagazettedescommunes.fr enregistre plus de 600 000 visites uniques par mois et le magazine rassemble chaque semaine près de 300 000 lecteurs.

La Gazette organise par ailleurs une dizaine de conférences d'actualité par an dont Innova'Ter, des clubs métiers (RH, Finances, Prévention sécurité, Technicités), des remises de trophées (Prix Territoriaux, Trophées Participation & Concertation, Fier de ma commune...) et plus de 1000 sessions de formations dédiées aux actes des collectivités territoriales. La marque est aussi le premier partenaire du salon des maires et des collectivités territoriales.

Les partenaires



La Commission nationale du débat public (CNDP) est une autorité administrative indépendante dont la mission est d'informer les citoyens et de faire en sorte que leur point de vue soit pris en compte dans le processus de décision : "Vous donner la parole et la faire entendre". Depuis plus de 10 ans, la CNDP multiplie les actions pour que l'avis des citoyens et leurs arguments soient entendus et relayés. Elle agit pour que leurs questions ne restent pas sans réponse et que leur opinion puisse être exprimée et prise en compte de manière concrète.



SNCF Réseau est devenu en janvier 2015 le gestionnaire du réseau ferroviaire français. Né de la fusion de Réseau Ferré de France (RFF), SNCF Infra et de la Direction de la Circulation Ferroviaire (DCF), il a pour mission de permettre l'accès au réseau ferré national, le moderniser, développer les projets d'investissement et gérer les circulations. Depuis plus de 15 ans, RFF, et aujourd'hui SNCF Réseau, attache une grande importance à développer la concertation avec les acteurs et la participation du public dans l'élaboration de ses projets et opérations ferroviaires. A ce titre, une charte nationale pour la conduite de la concertation a été adoptée en 2011 afin de garantir la qualité des concertations menées.



GRTgaz construit, entretient et développe 85% du réseau de transport de gaz naturel à haute pression sur le territoire national. Avec 32 000 km de canalisations et 27 stations de compression, GRTgaz achemine le gaz naturel pour alimenter près de 4500 points de consommation (distributions publiques, clients industriels, centrale de production d'électricité, etc.). Aux côtés des territoires et de l'industrie, GRTgaz assure une mission de service public pour garantir la continuité et la sécurité d'alimentation des consommateurs. Dans un esprit d'ouverture et de dialogue, GRTgaz met son expertise et ses installations au service de la construction d'un système énergétique plus décentralisé et plus décarboné.

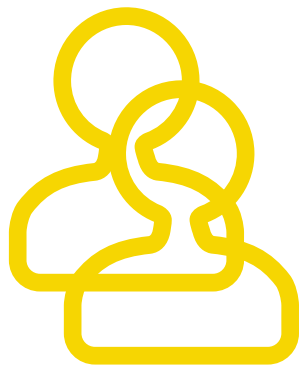


SNCF Gares & Connexions, filiale du groupe SNCF Mobilités, est chargée d'assurer aux entreprises de transport ferroviaire un service de meilleur rapport qualité-prix de façon transparente, neutre et non discriminatoire. Cette filiale doit également favoriser la complémentarité des modes de transports individuels et collectifs. Enfin, elle contribue au développement équilibré des territoires en veillant à la cohérence de ses décisions d'investissement avec les politiques publiques locales en matière d'urbanisme.

Les soutiens



La Banque des territoires constitue un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Le Groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'Etat et les collectivités locales et peut exercer des activités concurrentielles. La Caisse des dépôts et consignations est un investisseur de long terme et contribue, dans le respect de ses intérêts patrimoniaux, au développement des entreprises.



LA CO-PRÉSIDENCE

Chantal JOUANNO



Après avoir intégré le cabinet du ministre de l'Intérieur en 2003, Chantal JOUANNO occupe le poste de conseillère pour le développement durable, chargée notamment de suivre le Grenelle de l'environnement, à l'Élysée entre mai 2007 et février 2008. Nommée présidente de l'Ademe en février 2008, elle est devenue secrétaire d'État à l'Écologie en mai 2009 puis ministre des Sports en 2010. Elle est élue sénatrice de Paris en 2011 et a occupé à partir de 2015 la fonction de vice-présidente en charge de l'environnement et de l'aménagement du territoire de la région Île-de-France. En mars 2018, elle a été nommée présidente de la CNDP sur proposition de Nicolas HULOT.

Bruno CAVAGNÉ



Avant de présider la Fédération Nationale des Travaux Publics, Bruno Cavagné s'était déjà largement impliqué dans la vie professionnelle : d'abord à Toulouse au sein de la FRTP (Président de 2008 à juin 2013) et de la CCI (Président de la commission des marchés de 1997 à 2009).

Bruno Cavagné est membre du bureau du MEDEF, conseiller au CESE au titre de la vie économique et du dialogue social, administrateur de BTP Banque, de la SMAvie BTP, de la CNETP et Vice-Président de la SGAM BTP, vice-président du Conseil d'orientation des infrastructures.

Il est, depuis le 18 septembre 2013, Président de la FNTP et a été réélu pour un deuxième mandat le 31 mai 2017.

LES MEMBRES DU JURY

Antoine BÉZARD



Créateur du site
lesbudgetsparticipatifs.fr

Brigitte MENGUY



Rédactrice en chef
adjointe à la Gazette
des communes

Stephen BOUCHER



Co-fondateur de
Dreamocracy

Patrice CARRÉ



Président du Conseil
scientifique de Décider
ensemble

LE PROGRAMME

Animation de la soirée par Guillaume DOYEN, directeur des rédactions de la Gazette des communes et du Courrier des Maires

DISCOURS D'OUVERTURE

Richard FERRAND, Président de l'Assemblée nationale

PRÉSENTATION DES TROPHÉES DE LA PARTICIPATION & DE LA CONCERTATION

Bertrand PANCHER, député de la Meuse et président de Décider ensemble

RETOUR SUR LES DOSSIERS 2019

Chantal JOUANNO, présidente de la Commission nationale du débat public (CNDP) et **Bruno CAVAGNÉ**, Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTP)

PRÉSENTATION DES LAURÉATS "4 ÉTOILES"

Remise des Trophées par **Matthieu ORPHELIN**, député du Maine-et-Loire et vice-président de Décider ensemble

TABLE-RONDE : "CONCERTATION CITOYENNE ET ENTREPRISES : QUELLE UTILITÉ ? QUELLES DIFFICULTÉS ?"

modérée par **Grégoire MILOT**, président d'État d'Esprit Stratis

- **Agnès BOULARD**, responsable des relations institutionnelles, GRTgaz
- **Pascal CROCE**, directeur de projet Gare du Nord, SNCF Gares & Connexions
- **François PANOUILLE**, chargé de mission Smart-City, Banque des Territoires
- **Julie TALDIR**, directrice concertation et relations extérieures, SNCF Réseau

REMISE DES TROPHÉES LAURÉATS "3 ÉTOILES"

TROPHÉES LAURÉATS "1 ET 2 ÉTOILES"

COCKTAIL

LES INTERVENANTS DE LA TABLE RONDE



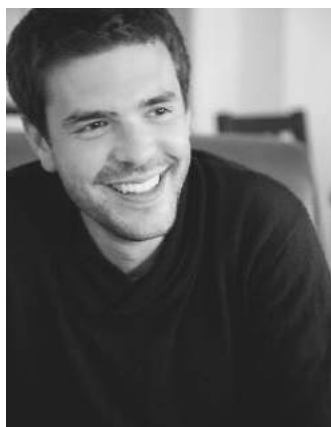
Julie TALDIR

Directrice «Concertation
et relations extérieures»
SNCF Réseau



Agnès BOULARD

Responsable des relations
institutionnelles
GRTgaz



**François
PANOUILLE**

Chargé de mission Smart-
City
Banque des Territoires



Pascal CROCE

Directeur de projet -
Gare du Nord
*SNCF Gares &
Connexions*

Lauréats «4 étoiles»



EDITION 2019

#TPC19

Faire preuve de caractère ! Projet de renouveau du centre-ville de Castillon-la-Bataille



Castillon-la-Bataille (33)

DÉMARCHE

Dans le cadre de la rénovation du centre-ville de la commune, il a été décidé avec les agences O Tempora et O+ Urbanistes de mettre en place une démarche participative visant l'ensemble des habitants et des acteurs locaux pour faire projet commun, se projeter dans un avenir souhaitable et trouver des réponses à certaines difficultés et tensions (population fracturée, contexte social et économique difficile, etc.).

Divers outils ont été mis en place pour répondre aux objectifs : participation guidée et présence sur le terrain pour mobiliser au départ, puis peu à peu évolution vers une participation plus autonome.

OBJECTIFS

- Remettre les habitants au cœur de l'action publique et les voir comme de véritables acteurs
- Dessiner le "vivre ensemble" et apaiser les tensions sociales à travers l'implication de tous les habitants
- Faire prendre conscience des atouts existants et donner le désir d'un avenir qui doit se dessiner en créant des ponts entre les populations



ÉTAPES DU PROJET

- Capturer l'attention, susciter l'intérêt et recueillir les perceptions et attentes notamment via 3 demi-journées de rencontres dans l'espace public
- Percevoir les "sensibilités urbaines" et les usages spatiaux de la ville lors de "La grande fête du jeu" : grand stand organisant diverses activités (faire réagir à des affiches, imaginer des usages partagés, etc.)
- S'exprimer sur les attentes en lien avec 10 lieux de projets via un "jeu des pistes" créé dans la ville
- Préfigurer l'identité visuelle du projet urbain par le biais d'un concours de totem
- Restitution de l'ensemble de la parole habitante pour appréhender la cohérence du projet urbain



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la commune de Castillon-la-Bataille (3160 habitants)

LE FOCUS

Embarquer toute la population !

L'un des objectifs de la démarche était de faire intervenir tous les citoyens, y compris ceux qui se sentent loin ou qui ne prennent jamais la parole. Pour cela, plusieurs démarches ont progressivement été mises en place :

- Activer les relais locaux et les prescripteurs
- Rencontrer les associations locales
- Annoncer le dispositif à travers les supports de communication de la ville
- Aller à la rencontre des Castillonnais, sur leurs lieux de vie
- Mettre en place des outils auto-porteurs

L'objectif était de mobiliser jusqu'à 10% de la population.



SUITE & RÉSULTATS

L'objectif quantitatif était de s'approcher d'un taux de 10% de la population "embarquée" de manière active. Au final, la démarche a mobilisé 440 participants soit presque 14% de la population.

Une vraie dynamique a émergé suscitant des portages d'actions ciblées de la part d'habitants mais aussi une activation de projets de la part de la ville.

Enfin, on peut déjà sentir un changement de ton et plus de fierté dans les discours tenus sur la ville par ses habitants.

Budget participatif gersois



Département du Gers (32)

DÉMARCHE

En 2018, le département du Gers a été le premier département de France à lancer un budget participatif doté d'un million d'euros (dont 10% dédiés aux projets proposés par les moins de 20 ans) : les citoyens sont invités à présenter leurs projets puis à voter pour leurs projets préférés.

Avec la participation de 35 000 votants (25% du corps électoral), le Conseil départemental a souhaité renouveler cette expérience en 2019. Le citoyen est seul au coeur de la démarche et à chaque étape : dépôt d'idées, vote des projets, etc.

Les règles de fonctionnement de ce budget participatif ont été co-construites.

OBJECTIFS

- Impliquer les citoyens dans la réalisation de projets de proximité
- Permettre le financement de projets d'investissement sur proposition des citoyens



ÉTAPES DU PROJET

- Dépôt des idées sur internet, dans les mairies ou sur les marchés, par courrier, etc.
- Vérification de la faisabilité technique et juridique des idées assurée par les services du Budget Participatif du département : transformation de l'idée en projet
- Passage des idées aux projets soumis à une commission citoyenne
- Soumission au vote des projets



PUBLIC CIBLE

Les habitants du Département du Gers (190 664 habitants)

LE FOCUS

Des règles co-construites

- Lors de la création du premier Budget participatif en 2018, des ateliers citoyens ont été mis en place pour co-construire ses règles de fonctionnement
- Une commission citoyenne composée de 100 habitants a été mise en place pour finaliser la rédaction du règlement du Budget participatif
- Chaque année, de nouveaux ateliers permettent de réviser ce règlement



SUITE & RÉSULTATS

2018 : 35 000 votants, 1000 idées, 380 projets

2019 : 47 600 votants, 416 projets présentés

Cette démarche devrait être enclenchée dans une dizaine de départements dans les deux prochaines années, ce qui prouve le succès d'un dispositif de Budget participatif à l'échelle départementale.

Vers un écosystème démocratique



Kingersheim (68)

DÉMARCHE

Depuis 1998, la ville de Kingersheim s'est engagée dans une large démarche pour associer les citoyens à la prise de décision et mettre en place un écosystème démocratique et participatif.

Ainsi tout projet fait à présent l'objet d'une séquence démocratique permettant aux citoyens de se l'approprier, d'en débattre et de faire des propositions concrètes co-construites avant la phase décisionnelle assumée par le Conseil municipal.

OBJECTIF

Passer au niveau local d'une "démocratie providentielle" à une "démocratie-construction", transformatrice, réelle, continue et effective



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la commune de Kingersheim (13 151 habitants) en premier lieu mais également ceux de l'agglomération mulhousienne



ÉTAPES DU PROJET

- Invitation des habitants à participer à une séquence démocratique co-construite par un porteur politique, un référent technique et trois "agoracteurs" (citoyens engagés)
- Organisation d'une réunion publique pour informer sur le projet faisant l'objet de la séquence démocratique, lui donner du sens et le mettre en débat
- Création d'un Conseil participatif qui regroupe les ressources de sens, d'intelligence et d'expertise
- Co-construction au sein du Conseil participatif de propositions et d'actions alimentant la décision du Conseil municipal
- Transformation du Conseil participatif en Conseil d'évaluation
- Restitution régulière des séquences démocratiques menées via le magazine municipal et le site internet de la ville

LE FOCUS

La construction d'un écosystème participatif global depuis 1998

- Un lieu : la Maison de la Citoyenneté
- Un principe : "Tout projet fait l'objet d'une séquence démocratique"
- Un outil édifiant : le Conseil participatif
- Un Fonds d'initiative citoyenne pour développer le pouvoir d'agir
- Un pouvoir de décisions partagées



SUITE & RÉSULTATS

La démarche de participation s'est ancrée dans les pratiques de l'ensemble des services de la collectivité et, de fait, s'est lissée sur l'ensemble du budget communal.

Du côté des habitants, il a été constaté un passage du "je" au "nous", de l'immédiat au long terme, de l'intérêt particulier à l'intérêt général, du ponctuel au global.

La volonté de Kingersheim est d'irriguer dans le pays sa méthode qui donne au citoyen la possibilité d'agir concrètement pour le bien commun.

Le Débat Permanent



Samu social de Paris

DÉMARCHE

À la suite du Grand Débat National, le Samu social a décidé de poursuivre cette dynamique de participation avec la mise en place d'un "débat permanent". Celui-ci a pour objectif de porter des actions concrètes afin d'améliorer les conditions de vie des personnes en situation de précarité.

Il s'articule autour de 5 commissions thématiques composées de professionnels et de personnes accompagnées qui se réunissent en plénière tous les deux mois pour des points d'étape. L'implication des personnes accompagnées par le Samu Social permet une meilleure définition des besoins et attentes de ces personnes.

OBJECTIFS

- Mettre au centre des débats la parole des personnes en situation de précarité et œuvrer pour la reconnaissance de leur expertise
- Porter des actions concrètes d'amélioration des conditions de vie des personnes accompagnées par le Samu Social et développer des actions de plaidoyer



PUBLIC CIBLE

Les personnes en situation de précarité soutenues via les missions du Samu Social de Paris



ÉTAPES DU PROJET

- Constitution d'un comité de pilotage composé de professionnels et de personnes accompagnées, dans le cadre du Grand Débat National
- Organisation du Grand Débat au sein du Samu social de Paris (plus de 120 personnes)
- Présentation des conclusions au Conseil économique, social et environnemental et au Conseil d'administration du Samu Social de Paris.
- Nouveau rassemblement du comité de pilotage actant la poursuite des actions menées au sein d'un groupe nommé "débat permanent"
- Constitution de 5 groupes thématiques au sein du "débat permanent" se réunissant à intervalles réguliers
- Organisation de plénières tous les deux mois pour le suivi des travaux

LE FOCUS

Une co-construction perpétuelle entre professionnels et personnes accompagnées

- Pour définir les thématiques au sein des commissions
- Pour formuler les idées et construire les actions concrètes lors des plénières
- Un co-pilotage de chaque commission thématique par une personne accompagnée et un professionnel

Ce statut d'égal à égal a permis de donner du sens et de la légitimité aux personnes qui s'investissent.



SUITE & RÉSULTATS

Le "débat permanent" a vocation à être un outil pérenne de participation afin de construire des actions concrètes pour améliorer la vie des personnes en situation de précarité.

Il a suscité beaucoup d'enthousiasme des personnes accompagnées et une libération de leur parole.

Les professionnels ont, de leur côté, expérimenté de nouvelles formes d'interventions sociales collectives à travers la co-construction de solutions.

Enfin, la gouvernance même du Samu social a été impactée avec la possibilité pour les personnes accompagnées de bénéficier d'une représentation permanente en son sein.

Nudge participatif : une démarche expérimentale de SNCF Réseau pour améliorer la sécurité des franchissements aux passages à niveau



DÉMARCHE

Dans le cadre de sa politique nationale de sécurisation des passages à niveau, SNCF Réseau a souhaité construire avec les habitants de Deuil-Montmagny et Marnes-la-Coquette des "nudges" visant à renforcer les dispositifs de sécurité existants, en incitant les usagers à adopter des comportements plus sûrs.

Il a donc été décidé de s'appuyer sur l'expertise d'usage des habitants et de leur offrir un cadre de création de leurs propres nudges (marquage au sol sur la zone de croisement, panneaux d'anticipation, etc.).

OBJECTIFS

- Améliorer la sécurité des franchissements aux passages à niveau
- Changer les comportements, sensibiliser aux risques et renforcer la vigilance des utilisateurs à l'approche des passages à niveau
- S'appuyer sur l'expertise des habitants et sur leur analyse de l'environnement urbain pour mieux comprendre les comportements et adapter les dispositifs de sécurité



ÉTAPES DU PROJET

- Diagnostic psychosocial sur le passage à niveau (observations, entretiens d'experts, questionnaires auprès des usagers, etc.)
- Sélection des leviers d'action avec les partenaires institutionnels
- Atelier de création de nudges avec les habitants des deux communes
- Sélection parmi les nudges proposés avec les partenaires institutionnels puis mise en place de ces nudges sur les passages à niveau
- Évaluation des mesures et choix de leur pérennisation



PUBLIC CIBLE

Les riverains et usagers des passages à niveau de Deuil-Montmagny et Marnes-la-Coquette

LE FOCUS

Qu'est-ce qu'un nudge?

On peut le traduire par "coup de pouce", ce petit geste qu'on fait pour inciter quelqu'un à modifier son comportement.

SNCF Réseau a ainsi fait le pari d'accroître la sécurité aux passages à niveau, aujourd'hui reposant essentiellement sur des solutions techniques, en mettant en place des nudges, qui sont par définition incitatifs et non contraignants.



SUITE & RÉSULTATS

L'objectif est de renouveler cette démarche sur d'autres passages à niveau pour ensuite "industrialiser" les nudges qui fonctionnent.

Pour cela, une observation des comportements a été mise en place (entretiens, installations de caméras) avant l'installation du nudge, 1 à 6 semaines après et 9 mois après.

Lauréats «3 étoiles»



EDITION 2019

#TPC19

Co-construction et participation citoyenne sur la transition énergétique du territoire de Grand Poitiers



Grand Poitiers
Communauté urbaine (86)

DÉMARCHE

Le Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) est réglementairement soumis à la consultation du public mais le Grand Poitiers a fait le choix d'aller beaucoup plus loin dans sa co-construction avec les habitants.

Il a ainsi mis en place divers outils permettant la participation des citoyens et notamment la création d'une plateforme numérique pour exprimer son avis, déposer des amendements ou des arguments, voter, etc.

En parallèle, des réunions publiques réparties sur le territoire de Grand Poitiers se sont tenues et ont été animées grâce à deux formats originaux : l'atelier de récit guidé et une cartographie participative.

OBJECTIFS

- Définir et mettre en œuvre une stratégie ambitieuse et réaliste pour la transition énergétique du territoire
- Fédérer les acteurs et habitants pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, améliorer la qualité de l'air et s'adapter aux impacts du changement climatique



PUBLIC CIBLE

Les habitants du territoire de Grand Poitiers Communauté Urbaine qui regroupe 191 791 habitants répartis sur 40 communes



ÉTAPES DU PROJET

- Co-construction de la stratégie : association d'un large écosystème d'acteurs afin de définir un scénario chiffré de transition énergétique du territoire. En parallèle, les sujets liés à la mobilité ont fait l'objet de conférences d'usagers
- Dispositif de consolidation et d'évaluation du programme d'actions : état des lieux et formalisation d'un programme de 116 actions sur l'ensemble des politiques de transition énergétique
- Concertation citoyenne : mise à disposition des informations au public puis mise en place de dispositifs de participation citoyenne afin de recueillir l'avis des habitants durant 3 mois et leurs propositions (plateforme numérique et réunions publiques)
- Restitution publique des contributions et arbitrages par les élus de la Communauté urbaine afin de modifier le projet de PCAET

Imagine le Grand Annecy



Grand Annecy (74)

DÉMARCHE

Dans le cadre de la mise au point des documents stratégiques de planification, le Grand Annecy a décidé de mettre en place un cadre commun aux habitants, aux forces vives et aux élus pour co-construire ces documents.

Cette co-construction se base sur l'utilisation d'outils audiovisuels, de rencontres publiques ou spécifiques, de séminaires institutionnels ou encore de chantiers prospectifs pour élaborer des propositions avec les habitants.

OBJECTIFS

- Accompagner le regroupement de communes vers un projet fédérateur, ambitieux et partagé à toutes les échelles
- Permettre l'expression de la vision d'avenir de chacun pour co-construire une feuille de route
- Donner du sens à cette nouvelle collectivité en élaborant un projet de territoire partagé à l'horizon 2050



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la Communauté d'agglomération du Grand Annecy (206 835 habitants)



ÉTAPES DU PROJET

- Phase d'écoute et de dialogue pour l'élaboration du projet de territoire du Grand Annecy : 7 rencontres publiques, 2 rencontres spécifiques dédiées aux acteurs territoriaux, 7 chantiers prospectifs, 350 propositions issues des ateliers d'approfondissement
- Phase de synthèse et d'arbitrage par les élus et présentation de leur vision lors d'une soirée de restitution avant le vote du projet de territoire à l'unanimité par le conseil communautaire
- Point d'étape 6 mois après la restitution avec les élus et les habitants sur l'état d'avancement du projet (des enquêtes audiovisuelles ont été menées auprès des habitants et des élus)
- 90 habitants sont tirés au sort et réunis pour engager un suivi de l'état d'avancement des projets et présenter un rapport devant le conseil communautaire

Pour une approche concertée de l'insertion : développons notre capacité d'agir



Département de la
Haute-Garonne (31)

DÉMARCHE

Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'une Charte de Dialogue Citoyen élaborée par le département. Ce dernier a organisé une démarche de participation par l'expérience et le vécu avec les bénéficiaires du RSA afin de construire ses politiques d'insertion.

En apprenant à se connaître et à se faire confiance, les participants (bénéficiaires du RSA et parties prenantes) ont pu avoir une parole libre et poser un diagnostic partagé. Les ateliers, tels que les saynètes ou le photolangage, ont permis de faire émerger des thèmes clés pour élaborer un projet. Les participants ont également été associés au processus de pérennisation du dispositif.

OBJECTIFS

- Récréer du lien et des relations constructives avec les acteurs du territoire
- Mobiliser le public dit "invisible", peu impliqué dans l'offre et l'action publique pour co-construire des actions d'insertion



PUBLIC CIBLE

Les allocataires du RSA et les parties prenantes à la définition des politiques d'insertion du département



ÉTAPES DU PROJET

- Développer une démarche de participation par l'expérience et le vécu : 2 journées pour mobiliser le public, 3 journées pour apprendre aux participants à se faire confiance, des ateliers pour faire émerger des thèmes principaux et élaborer le projet et les modalités de mise en oeuvre
- Faire réfléchir ensemble aux modalités d'organisation et de pérennisation de la démarche sur l'ensemble du territoire
- Impulser une dynamique de poursuite de la démarche sur l'ensemble du territoire pour 2019 avec l'organisation d'une journée événement interactive



ZOOM SUR... Le plan départemental par et pour les jeunes

26% de la population de la Haute-Garonne a aujourd'hui entre 11 et 29 ans. Toujours dans le cadre de la Charte de Dialogue Citoyen, le département souhaite changer sa méthode et sa posture pour placer les jeunes au cœur du débat. Avec l'organisation d'un "forum des jeunes" qui a permis de mettre en contact, d'entendre les jeunes et de faire des propositions, le département a pu élaborer son plan départemental avec l'ensemble des parties prenantes.

« Ma plage, demain... ? »



Préfecture de
l'Hérault (34)

DÉMARCHE

Si les enquêtes publiques sont obligatoires pour céder la gestion des plages aux communes, la Préfecture de l'Hérault a souhaité aller plus loin et privilégier la participation du plus grand nombre de citoyens en mettant en place une plateforme numérique participative.

Cette démarche innovante pour une préfecture a permis une participation des citoyens en amont de la définition d'une stratégie territoriale et des orientations de gestion.



OBJECTIFS

- Moderniser l'action publique des services déconcentrés de l'État en remettant l'usager au cœur du dispositif
- Répondre aux attentes du contexte actuel en sortant des logiques descendantes et des décisions prises à huis clos
- Valoriser les expertises des services en créant un espace d'échanges et de collaboration
- Utiliser la réalité du terrain pratiqué par les usagers pour être plus efficace dans l'action publique



ÉTAPES DU PROJET

- Lancement de la consultation avec une première réunion des maires littoraux
- Ouverture de la consultation en ligne (pour tous) avec un questionnaire fermé sur les usages et une boîte à idées
- Tenue d'ateliers des acteurs locaux (maires, professionnels, associations, etc.)
- Publication d'une synthèse des résultats du questionnaire et d'un classement des contributions de la boîte à idées
- Réunion des maires littoraux pour valider une stratégie partagée et ses orientations de gestion



PUBLIC CIBLE

Les habitants du département de l'Hérault, mais aussi les usagers des plages, les collectivités locales, les associations et les professionnels du littoral

J'imagine Limeil-Brévannes 2030



Limeil-Brévannes (94)

DÉMARCHE

Avec l'arrivée de nouveaux habitants dans la commune et un risque croissant de fracture sociale entre des populations très différentes, la mairie a souhaité impliquer ses habitants dans la construction d'un futur désirable.

Après la définition des axes prioritaires par les services municipaux, un stand itinérant a été mis en place pour se rendre dans les cinq quartiers de la ville et recueillir les propositions des habitants. Un stand permanent en mairie a également permis de recueillir 1330 propositions pour les soumettre aux habitants lors d'ateliers spécifiques.



OBJECTIFS

- Créer, de façon ambitieuse et concrète, un projet d'avenir pour la ville à l'horizon 2030
- Répondre à un risque croissant de fracture sociale entre des populations très différentes



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la commune de Limeil-Brévannes (26 703 habitants) et dans une moindre mesure les personnes ne résidant pas sur la commune mais y travaillant quotidiennement



ÉTAPES DU PROJET

- Esquisse du projet d'avenir avec un travail interne réalisé avec les services techniques de la mairie et quelques élus pour déterminer l'ambition de la ville pour 2030 et les axes prioritaires
- Temps de la consultation avec la mise en place d'un stand itinérant (le Mobil'à idées) pour recueillir les propositions et idées des habitants et identifier des ambassadeurs
- Temps de la co-construction avec l'organisation d'ateliers de travail autour des ambassadeurs (brainstorming, priorisation des projets, etc.) pour déterminer les projets qui constitueront le projet d'avenir de la ville
- Restitution publique avec la présentation des 11 projets co-construits avec les ambassadeurs

Direction Générale Adjointe « Gouvernance partagée »



Région Réunion

DÉMARCHE

Afin de prendre en compte la demande exprimée par la population lors de la mobilisation sociale des Gilets Jaunes, la Région a décidé de co-construire avec les citoyens son Conseil Consultatif Citoyen mais aussi de changer son modèle de gouvernance.

Elle a donc créé une Direction Générale Adjointe «Gouvernance partagée» en co-construction avec les habitants afin d'améliorer la pertinence et l'efficacité de l'action publique et d'associer les citoyens à la gestion de la chose publique régionale.

OBJECTIFS

- Travailler à plus de proximité, de solidarité, de transparence et associer les citoyens à la gestion de la chose publique régionale
- Créer les conditions d'une démocratie plus participative et plus inclusive
- Être l'interlocuteur et le relais des préoccupations des citoyens grâce au dialogue et à l'écoute
- Améliorer la pertinence et l'efficacité de l'action publique en prenant mieux en compte les besoins et les aspirations des citoyens



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la région Réunion (866 500 habitants)



ÉTAPES DU PROJET

- Rencontres avec les Gilets Jaunes pour travailler à une définition partagée d'un processus de co-construction d'un futur Conseil Consultatif Citoyen (CCC) tiré au sort
- Adoption par les élus de la création du CCC par un processus participatif
- Mise en place d'ateliers participatifs pour définir les modalités de composition et de fonctionnement du CCC
- Séance de restitution des ateliers et élargissement de la concertation avec la mise en place d'une plateforme numérique
- Présentation des résultats de cette concertation
- Campagne d'inscription au tirage au sort des membres du CCC et tirage au sort
- Installation du CCC et mise en place d'une Direction Générale Adjointe Gouvernance partagée

Muttersholtz 2050, demain commence aujourd'hui - Mobiliser les habitants de Muttersholtz pour construire l'avenir du village



Maison de la Nature -
CPIE du Ried et de
l'Alsace centrale (67)

DÉMARCHE

Observant que les défis écologiques et sociaux sont aujourd'hui relativement partagés, la Maison de la Nature - CPIE du Ried et de l'Alsace centrale - a décidé de favoriser l'émergence de solutions concrètes et locales comme réponse à ces enjeux globaux avec le soutien de l'ADEME, la Fondation de France et la DREAL Grand Est.

Elle a recueilli les préoccupations de la population via une série de dispositifs (enquêtes, entretiens individuels, etc.). Puis, grâce à un appui scientifique et à la participation de près de 11% de la population, les habitants ont pu s'engager sur des Fabriques de Projets et des Ateliers du Faire pour trouver des solutions à leurs préoccupations.



OBJECTIFS

- Accompagner l'émergence de solutions concrètes et nouvelles en réponse aux défis environnementaux, sociaux et économiques actuels
- Concevoir et mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de la transition écologique, énergétique et solidaire
- Mobiliser un maximum d'habitants et d'acteurs de Muttersholtz pour leur permettre d'exprimer leurs attentes et d'être porteurs d'un projet collectif qui répond aux problèmes et priorités qu'ils identifient dans leur quotidien
- Favoriser le pouvoir d'agir citoyen et accompagner l'émergence d'une dynamique citoyenne



ÉTAPES DU PROJET

- Présentation du projet au cours d'une soirée de lancement lors de laquelle une vingtaine de personnes ont accepté de devenir Porte-Voix
- Recueil des préoccupations des habitants (enquêtes, tirages au sort, entretiens individuels, etc.)
- Organisation d'un événement festif et familial en lien avec les préoccupations exprimées (film, ateliers, conférences, etc.)
- Mise en place de Fabriques de projets (réunion de co-construction) et d'Ateliers du Faire (réalisation d'une action)
- Accompagnement à la mise en œuvre des projets (communication, recherche de financement, etc.)
- Évaluation et pérennisation de la participation citoyenne dans les instances de la commune



PUBLIC CIBLE

Les habitants de Muttersholtz (2023 habitants) et les acteurs associatifs, économiques et institutionnels

Le jeu des pionnières et des pionniers



Société Publique
Locale (SPL) Lyon
Confluence (69)

DÉMARCHE

Dans le cadre du réaménagement urbain du quartier « La Confluence », territoire de 150 hectares situé à Lyon, la Société Publique Locale a mis en place des outils de concertation originaux, mobiles et ludiques : un triporteur et un jeu pédagogique.

Le but était de proposer une nouvelle ambiance et de nouvelles méthodes de participation en la basant sur l'échange libre : il est possible de simplement jouer ou au contraire de construire et émettre son avis sur le projet.

Par ailleurs, les citoyens sont invités à se mettre à la place d'autres usagers ou habitants avec pour objectif de développer une parole plus collective.

OBJECTIFS

- Nourrir la conception des espaces publics en cours de réflexion pour intégrer les besoins des habitants, salariés et usagers du quartier
- Impliquer les participants en suscitant du collectif et une posture d'usager
- Toucher un public diversifié



ÉTAPES DU PROJET

- Réunions préparatoires entre la SPL Lyon Confluence et ses deux prestataires, Pop Corn et MémO
- Mise en place de "Bikloo, le vélo à paroles" dans les écoles et les parcs : un outil visible, mobile, attractif et ludique
- Mise en place du "Jeu des pionniers", jeu de rôle qui vise à impliquer le participant et à se projeter dans l'espace public
- Bilan de la concertation avec les urbanistes et les paysagistes puis restitution auprès des habitants



PUBLIC CIBLE

Les habitants et les usagers du quartier de la ZAC 2 côté Rhône à Lyon et notamment les familles et les étudiants

Faire émerger une parole collective, créative, vraie et audible d'un public éloigné de l'emploi, bénéficiaire des minima sociaux



Saint-Jean de Braye (45)

DÉMARCHE

Dans la logique de co-construction portée depuis plusieurs années par la ville et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), il a été décidé de mettre en place des temps d'échanges et de production d'idées avec des bénéficiaires du RSA éloignés de l'emploi.

Cette politique a permis de construire des instruments pour faciliter la réinsertion vers l'emploi en accompagnant les bénéficiaires. En combinant des temps collectifs et individuels, les participants ont pu apporter des réponses concrètes pour sortir de l'isolement.

OBJECTIFS

- Mettre en place un accompagnement collectif innovant qui remobilise un groupe de 10 personnes pour qu'elles puissent à nouveau s'investir dans la vie sociale (retrouver une image positive de soi, reprendre contact avec les acteurs de son territoire, etc.)
- Améliorer le retour vers l'emploi des bénéficiaires du dispositif RSA
- Etendre le dispositif à l'ensemble du département



ÉTAPES DU PROJET

- Sensibilisation du public en amont de la première réunion : 19 personnes contactées au préalable
- Première réunion plénière où les individus sont placés en position de "sachant" : présentation, questions ouvertes, production de réponses, sélection des idées à retenir
- Prise de rendez-vous individuel avec un facilitateur pour développer les idées et évoquer le ressenti de cette première réunion
- Seconde réunion collective pour partager les idées et trouver des solutions pour le retour vers l'emploi



PUBLIC CIBLE

Les bénéficiaires du dispositif RSA de la commune de Saint-Jean de Braye (20 376 habitants)

Conseil Municipal Intergénérationnel (CMIG)



Macouria (973)

DÉMARCHE

Cette action s'inscrit dans une dynamique visant à briser le manque de communication entre les riverains de la commune qui favorise l'isolement et entretient l'entre soi. Elle a été portée par le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Macouria.

En vue de la mise en place d'un Conseil Municipal Intergénérationnel (CMIG) des habitants, la ville a été divisée en 16 secteurs, et 16 comités composés uniquement d'habitants ont été créés.

Il revient à chaque comité de désigner deux représentants pour constituer le CMIG et alimenter ses réflexions via leurs propositions.

OBJECTIFS

- Créer du lien entre les générations ainsi qu'entre les différents secteurs de la ville de Macouria
- Fédérer autour du mot "citoyen" et de ses apports participatifs et inclusifs pour l'amélioration du cadre de vie



PUBLIC CIBLE

Les habitants de la commune de Macouria
(12 804 habitants)



ÉTAPES DU PROJET

- Définition de la démarche et création des outils pour l'instauration des comités et du CMIG
- Mise en place des comités dans les 16 secteurs réunissant les habitants intéressés et tenue d'une première réunion d'information (le comité composé des habitants définit ensuite lui-même son calendrier et ses thèmes de travail)
- Par la suite, chaque comité votera pour ses 2 représentants au CMIG et continuera ses travaux pour alimenter le CMIG à partir de ses réflexions et de ses propositions

Pôle d'échange multimodal de la gare de Rennes



SNCF Gares & Connexions

DÉMARCHE

SNCF Gares & Connexions met systématiquement en place des concertations avec les riverains et les voyageurs lors des projets de rénovation de gares.

En amont de la rénovation de la gare de Rennes, SNCF Gares & Connexions et Rennes Métropole ont mis en place une consultation pour recueillir les impressions des voyageurs et des riverains. Il a ensuite été mis en place un dialogue permanent pendant les travaux.

Une attention particulière a été portée aux accès pour les personnes à mobilité réduite notamment en adaptant les travaux en fonction des discussions avec les associations soutenant les personnes handicapées.



PUBLIC CIBLE

- Les voyageurs et les riverains de la gare de Rennes
- Les salariés exploitants en gare



ÉTAPES DU PROJET

- Une exposition pour présenter le projet de rénovation et recueillir les impressions des voyageurs et des riverain en amont
- Pendant les travaux, un dialogue permanent avec des "speed dating" en gare (sous la forme de petits déjeuners), un stand mobile, des visites des chantiers, etc.



OBJECTIFS

- Faire accepter et réduire les nuisances pendant les travaux
- Faciliter l'usage de la gare durant les travaux
- Associer les salariés exploitants en gare au projet pour comprendre et mieux appréhender les nuisances

NOTRE OBJET

Depuis 2005, Décider ensemble s'attache à réunir les acteurs de la société française pour créer une culture de la décision partagée.

UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE



Bertrand PANCHER
Libertés et Territoires
Député de la Meuse
Président



Matthieu ORPHELIN
App. Libertés et Territoires
Député du Maine-et-Loire
Vice-président

Cette gouvernance s'appuie sur un conseil scientifique et un bureau composé de représentants d'entreprises, d'ONG et de collectivités locales.

PÔLES DE TRAVAIL

THINK TANK



Observatoire des civic tech et de la démocratie numérique, notes d'enjeux, études, colloques, plaidoyer, etc.

DIFFUSION ET PROMOTION



Trophées de la participation et de la concertation, Rencontres nationales de la participation.

RESSOURCES EN INGÉNIERIE



Matinées de questionnement, formations, fiches expériences, etc.

ACTIVITÉS RÉSEAU



Petits-déjeuners, rencontres, afterworks, voyage d'études, etc.

À VOS AGENDAS



**RENCONTRES NATIONALES
DE LA PARTICIPATION**

Deux jours et demi d'échanges, de débats, de formations pour tous les praticiens de la concertation, de la participation citoyenne et du dialogue entre parties prenantes.

PROCHAINE ÉDITION

Mulhouse

22, 23, 24 juin 2020

2017 : Bordeaux – 450 participants

2018 : Lille – 750 participants

2019 : Grenoble – 900 participants



La quatrième édition des Trophées de la participation et de la concertation est co-organisée par :



En partenariat avec :



Avec le soutien de :

